



# Compte rendu de la réunion « La vie de la FNPLCK » lors du 9ème salon Les 8 et 9 Novembre 2017 à Ruoms (Ardèche)

**Benjamin ARMAND - Président**  
**Emmanuel RODRIGUEZ - Secrétaire**  
**Yoann HEURTEVENT - Trésorier**

## Présentation du nouveau logo et refonte de tous les supports

Nous avons travaillé et modifié le logo de la FNPLCK qui est décliné en 2 versions téléchargeable par nos adhérents sur le site.



Nous avons également refait tous les supports avec la carte de France où sont représentées toutes les rivières sur lesquelles nous avons ou avons eu des adhérents. Nous pouvons constater que la FNPLCK est représentée un peu partout sur le territoire.



### POURQUOI ?

Pour représenter et défendre la profession de loueurs de canoë auprès des instances officielles appelées à normaliser, légiférer, contrôler ou intervenir sur l'activité canoë en France (ISC, AFNOR, etc...)

Pour intervenir et homogénéiser les pratiques au niveau national, tant sur la normalisation du matériel et des pratiques, que sur la mise en place de protocole de sécurité et d'analyse d'accident.

Pour représenter la profession si celle-ci est mise en cause par un tiers.

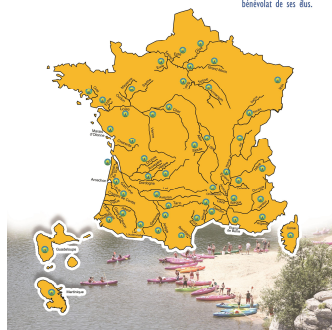


### COMMENT ?

La FNPLCK a été créée en décembre 2008 par des loueurs pour les loueurs !

En moins de 6 mois, elle a réussi à fédérer la plupart des loueurs du sud de la France et est rejointe depuis par les loueurs d'autres régions.

Son action ne repose actuellement que sur la cotisation de ses membres et le bénévolat de ses élus.



[Base de Loisirs des Granges - 46110 VAYRAC](#)

[contact@fnplck.fr](mailto:contact@fnplck.fr)

<http://www.fnplck.fr>

### **Point sur les adhésions 2017**

En 2017 : 117 adhérents par rapport à 2016 : 93 adhérents.

Lors de la création en 2009, nous étions présents sur 24 rivières pour en avoir atteint 48 actuellement, nous avons donc doublé le nombre de rivières adhérentes.

Sur une estimation de 300 professionnels de la location de canoë kayak, nous en avons un peu plus d'un tiers qui sont adhérents à la FNPLCK.

### **Fin du Label Cool de source**

Le Label cool de source a été arrêté.

Nous avons pensé à la possibilité de le récupérer.

Questions et remarques des adhérents :

- Pourquoi nous ne mettons tout simplement pas un cahier des charges en place au lieu de se lancer dans la reprise d'un Label ? Nous pourrions travailler sur la fermeté de la charte et son contrôle. Pourquoi ne pas envoyer un cahier des charges aux adhérents afin de voir si on est labellisable ou pas par rapport à nos structures.

Réponse : Le but n'est pas d'obliger les adhérents à adhérer au label, mais de pouvoir postuler pour ce label.

- J'ai l'impression que c'est très onéreux et que ça n'a pas forcément d'impact.

Réponse : L'objectif était de proposer à nos adhérents un Label spécialement dédié à la location de canoë kayak.

- Je trouve ça compliqué à gérer et c'est un énorme travail de contrôle alors que c'est déjà compliqué de contrôler les bases par rapport à leur parc à bateaux.



Réponse : Nous voulons faire appel à un organisme indépendant et non pas gérer ça nous même. Ce Label était assez poussé.

- Est-ce que ce label était bien adapté pour les loueurs de CK ?

Réponse : Oui. Ce Label viendrait en complément de la formation. Il a coûté au moins 25000€, nous n'avons pas les moyens d'en créer un nous même.

- L'avantage lorsque c'était géré par Cool de source, c'est que c'était un organisme extérieur à la fédé qui nous certifiait et donnait le Label, alors que si on le reprend ça reste la FNPLCK qui donne l'agrément donc ça fait moins sérieux.

- Pourquoi ne pas affiner la charte, la faire appliquer et faire des contrôles ?

Réponse : La charte, c'est l'adhérent qui prend la responsabilité de l'appliquer.

La FNPLCK à ses adhérents : Que pensez-vous de l'idée de faire une reprise de ce Label ?

L'assemblée a l'air très mitigé sur la reprise de ce Label.

L'option n'est donc pas retenue

Nous allons alors garder l'idée d'affiner et d'étoffer la charte (environnement etc...) et de s'approcher du Label cool de source pour avoir des idées. Et ensuite faire contrôler les engagements de la charte par quelqu'un d'extérieur.

### **Caisses enregistreuses**

A partir du 1<sup>er</sup> Janvier 2018, toutes les entreprises qui réalisent des encaissements et factures et qui sont déjà équipées d'un système informatique, devront être équipées d'un logiciel agréé. Ces entreprises devront présenter un document agréé délivré par le fabricant du logiciel (selon les termes de la loi : logiciel non modifiable en termes d'archivage, de suppression de facture, d'inaltérabilité...)

[Base de Loisirs des Granges - 46110 VAYRAC](#)

[contact@fnplck.fr](mailto:contact@fnplck.fr)

<http://www.fnplck.fr>

## **Formation loueur**

Nous avons bien avancé sur cette formation.

Nous devions passer cette formation en novembre mais un problème d'organisation nous a contraint à l'annuler.

Nous nous sommes posés la question de la faire en interne au sein de la FNPLCK (la FNPLCK comme organisme de formation).

Dans ce cas-là, il y a un gros travail pour devenir organisme de formation. Mais on serait plus flexible et il serait plus facile d'adapter les formations en fonction des bassins.

Questions et remarques des adhérents :

- Pourquoi ne pas faire de la sous-traitance et faire appel à un prestataire extérieur ?

Réponse : Cela nous donnerait moins de flexibilité sur les déplacements et les localisations des formations. Si nous reprenons cette formation, nous pouvons l'étoffer et l'adapter encore plus. C'est quelque chose que nous allons créer et qui va pouvoir évoluer. Le but est que si un jour il y a des instances qui nous disent de faire des nouvelles formations, nous aurons notre propre formation et démontrerons ainsi notre professionnalisme. Plus nous sommes structurés, plus nous pouvons avoir du pouvoir au sein des instances.

Sur les structures d'accrobranches, ils ont créé au sein de leur fédération une formation pour former tous les gérants d'accrobranches.

- Cette formation deviendrait elle obligatoire ? Je pense qu'il faudrait qu'elle le devienne.

Réponse : Non, on ne peut pas obliger les adhérents à faire cette formation. Par contre, il faudrait faire la formation pour pouvoir avoir accès à la charte.

- Pourquoi ne pouvons nous tout simplement pas faire des stages et non des formations ?

Réponse : Problème de financement car le stage serait financé par la fédé alors que la formation s'autofinance grâce aux droits à la formation des entreprises.



Nous allons donc nous concentrer et nous renseigner sur l'obtention d'un agrément afin de devenir organisme de formation et réaliser les formations nous-mêmes.

### **Election de Mars**

Nous arrivons aux termes d'un mandat de 3 ans, donc nous faisons appel à candidatures.

Les élections auront lieu lors de l'AG de mars.

Nous allons faire parvenir la date exacte, elle aura lieu comme d'habitude à Millau.

### **Problème sur la Sorgue**

Un loueur vient de reprendre une base de canoë et est face à un problème.

Il y a le risque qu'un arrêté préfectoral réduise le nombre de canoë sur la rivière.

Le loueur participe activement à toutes les réunions locales.

On pourrait envoyer un membre du bureau de la fédé pour aider cette personne. Benjamin Armand, le Président se porte volontaire.

Quels sont les raisons ? Apparemment des pêcheurs locaux trouvent qu'il y a beaucoup trop de canoës et ont demandé à des élus de réduire la fréquentation.

Le loueur tiendra au courant le bureau du CA concernant les dates des réunions locales.

### **Autres**

Questions et remarques des adhérents :

- On parle toujours de gérer les problèmes quand ceux-ci se présentent mais est-ce qu'on pourrait uniformiser la profession en travaillant par exemple sur l'uniformisation des codes APE ou autres ?

[Base de Loisirs des Granges - 46110 VAYRAC](#)

[contact@fnplck.fr](mailto:contact@fnplck.fr)

<http://www.fnplck.fr>

Réponse : Nous avons déjà travaillé sur ce sujet il y a environ 3 ans. Nous allons chercher dans les archives le travail qui a été fait.

- On avait parlé (dans d'autres réunions) d'aller voir dans les autres pays quelles règles s'appliquent à propos des gilets en fonction des enfants (âge, poids).

Réponse : Le sujet n'a pas encore été creusé.

Emmanuel RODRIGUEZ  
Secrétaire

